

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cellule risques accidentels risques chroniques  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 RODEZ

Rodez, le 02/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL ESCO**

219 Chemin des Darboussières  
06220 Vallauris

Code AIOT : 0006811647

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement SARL ESCO implanté 12150 Sévérac d'Aveyron. L'inspection a été annoncée le 22/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL ESCO
- Sévérac d'Aveyron 12150 Sévérac d'Aveyron
- Code AIOT : 0006811647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est composé de 4 éoliennes situées au lieu-dit « Montfrech » sur la commune de Sévérac d'Aveyron. Les aérogénérateurs sont de marque ENERCON (type E82) d'une hauteur de mât de 70 m, pour un diamètre de pales de 82 m. La puissance de chaque machine est de 2,35 MW.

Le parc est propriété de la SARL ESCO. La maintenance est assurée par le constructeur ENERCON et par le prestataire service exploitation VSB énergies nouvelles.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 24/07/2023, article 1	Mise en demeure	Levée de mise en demeure
2	Exploitation	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
7	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a mis en place les actions correctives permettant de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 juillet 2023 sur la gestion des déchets. Un arrêté de levée de cette mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Suivi mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 24/07/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> La SARL ESCO, dont le siège social est situé 219 chemin des Darboussières 06220 VALLAURIS, et qui exploite un parc éolien de 4 aérogénérateurs sur la commune de Sévérac d'Aveyron, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants : Dans un délai de six mois : <ul style="list-style-type: none"><li>• article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dûment autorisé à les prendre en charge.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les déchets produits par le parc sont stockés dans un container spécifique de type "Eolbox Mini" fourni par la société ORTEC Industrie. Ce container (charge maximale d'utilisation de 300 kg), a été installé à proximité de l'éolienne E3. Il s'agit d'un container fermé à clé, équipé de dispositifs de rétention, parfaitement étanches et conçus pour trier et stocker temporairement tout type de déchets dangereux (aérosols, DEEE, batteries, huiles usagées, matériaux souillés, etc.). Les déchets sont ensuite enlevés par la société ORTEC Industrie puis transférés vers un site dûment autorisé à les prendre en charge (régime 'Autorisation' au titre de la rubrique ICPE-2718 - Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux). Aucun bordereau de suivi des déchets n'est encore disponible dans Trackdéchets pour ce parc. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dès son émission, le prochain bordereau ainsi que le registre de suivi des déchets pour vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique (...)
<b>Constats :</b> L'exploitant explique que les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD, récépissé Trackdéchets) seront désormais correctement renseignés comme demandé lors de la précédente inspection. Aucun BSDD n'a encore été émis depuis l'installation de la Mini Eolbox sur le site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection le prochain BSDD, pour vérification.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Biodiversité - Protection avifaune**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en place du SDA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> 3 - Mise en place d'un système de détection / bridage avifaune (SDA)  Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne est mis en place. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage à une vitesse maximale en bout de pale de 120 km/heure retenue comme non accidentogène pour l'avifaune. Sans amplifier le risque de collision pour l'avifaune ou les nuisances sonores, un système d'effarouchement de type dissuasion acoustique peut être utilisé en complément du SDA.  Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter tous risques de collision avec les individus des espèces cibles en : <ul style="list-style-type: none"><li>• détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne,</li><li>• en bridant la vitesse en bout de pale à 120 km / heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne.</li></ul> Le niveau de performance du SDA est défini en annexe : <ul style="list-style-type: none"><li>• le champ de vision de la détection,</li><li>• la sphère de détection et la sphère à risques pour les espèces cibles,</li><li>• le dispositif d'effarouchement,</li><li>• l'enregistrement vidéo.</li></ul> Les caractéristiques techniques du SDA définies en annexe sont fournies à l'inspecteur de la DREAL au plus tard un mois après la signature du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les caractéristiques techniques du SDA équipant les 4 éoliennes du parc (distances de détection par espèce cible, etc.).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Biodiversité - Protection avifaune**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications du fonctionnement du SDA
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> 4 - Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service (...) L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.
<b>Constats :</b> Suite à la mortalité d'un Vautour fauve le 24/08/2021, l'exploitant a installé une nouvelle version

<p>V2 du logiciel Safewind sur l'éolienne E4. Une nouvelle session de tests drone a ainsi été réalisée par le bureau d'études EXEN et le rapport transmis à l'inspection le 04/10/2023.</p> <p>Cette version V2 permet notamment de réduire les faux positifs par rapport à la version précédente et d'améliorer les capacités de détection du système aux alentours des éoliennes (amélioration des filtres excluant les pales des éoliennes adjacentes de la sphère de détection).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Biodiversité - Protection avifaune

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mortalité d'une espèce cible</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>8 - En cas de mortalité sur un individu d'une espèce cible</p> <p>En cas de collision d'un individu avec une des éoliennes, une recherche de cadavre est initiée dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori dans un délai de trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement. Cette recherche est menée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre.</p> <p>S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'un individu d'une des espèces cibles (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'éolienne à l'origine de la mortalité est mise à l'arrêt en période diurne, et faute d'éléments permettant d'identifier l'éolienne tout le parc,</li> <li>• l'exploitant déclare cette mortalité sous 24 heures ouvrées à la DREAL en utilisant le modèle de fiche d'incident téléchargeable sur le site internet de la DREAL,</li> <li>• l'exploitant transmet dans les meilleurs délais un rapport analysant les causes de cette mortalité.</li> </ul> <p>Dans le cas où la mortalité est seulement due à une panne, la remise en service a lieu dès que la panne est réparée.</p> <p>Dans le cas où la mortalité n'est pas due à une panne mais à une insuffisance de performance du SDA, la remise en service de toutes les éoliennes est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par la DREAL. Puis l'exploitant propose sous un mois des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances du SDA ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des actions correctives ont été mises en place pour réduire le délai de prévenance en cas de collision. Biodiv-Wind indique notamment que ce délai ne dépasse pas une semaine, au maximum.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre plus d'éléments sur la nouvelle procédure mise en place par Biodiv-Wind afin de réduire le délai de prévenance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Biodiversité - Protection avifaune**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, SDA - Liste des espèces cibles
<b>Prescription contrôlée :</b> 2- Liste des espèces cibles Les espèces cibles (espèces protégées menacées) sont les suivantes : Vautour moine, Vautour fauve, Vautour percnoptère, Milan royal, Circaète Jean-le-Blanc, Busard Saint-Martin, Busard cendré, Gypaète barbu.
<b>Constats :</b> Par courriel du 26/06/2023, l'exploitant a transmis un document du fournisseur Biodiv-Wind confirmant que le SDA est apte à détecter les espèces cibles listées dans l'APC du 01/06/2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Biodiversité - Protection des chiroptères**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réduction des facteurs d'attractivité
<b>Prescription contrôlée :</b> 1 - Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères  Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères, sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes, sont éliminés. <ul style="list-style-type: none"><li>• Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.</li><li>• Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.</li><li>• L'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux, sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes, sont à éviter.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection constate que les abords des éoliennes E3 et E1 sont globalement bien entretenus et note l'absence d'éclairage. L'inspection émet cependant une observation sur les abords de E1 qui nécessiteraient un débroussaillage plus rigoureux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection une photo des abords de E1 après le prochain débroussaillage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi environnemental - DEPOBIO
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 24/05/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de

<p>“dépôt légal de données de biodiversité” créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil (...).</p>
<p><b>Constats :</b> Par courriel du 15/03/2024, l'exploitant a transmis le certificat de dépôt des données brutes sur la biodiversité relatives aux suivis environnementaux de 2018-2019, 2020 et 2021. Les données ont été déposées par EXEN le 02/08/2023 dans DEPOBIO.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspection constate que l'intérieur du pied des éoliennes visitées (E3 et E1) est propre et qu'aucun matériau combustible ou inflammable n'y est entreposé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des extincteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b> L'inspecteur constate la présence d'un extincteur au pied des éoliennes E3 et E1. Ces appareils sont contrôlés annuellement (dernière vérification en date du 06/12/2023 par la société ADI).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>